



Introduction

Paul Bouffartigue

► To cite this version:

Paul Bouffartigue. Introduction. Séminaire international “ TRAMED ”, ”Les problématiques du travail dans l’espace méditerranéen en crise”, LEST-LAMES, Aix-en-Provence, 20-21 novembre 2014, Nov 2014, Aix-en-Provence, France. halshs-01091744

HAL Id: halshs-01091744

<https://shs.hal.science/halshs-01091744>

Submitted on 6 Dec 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Paul Bouffartigue

1-Crise(s), travail, espace méditerranéen : de quoi parle-t-on ?

Crise(s)

Quel sens donner au mot crise ?¹ Faut-il même continuer de l'utiliser dès lors que l'on admet qu'elle s'origine dans une rupture datée d'il y a une quarantaine d'année ? Faut-il la restreindre à la dernière rupture intervenue en 2008 à l'intérieur de ce cycle plus long ? Faut-il l'utiliser au singulier – renvoyant ainsi à ses aspects systémiques ou globaux – ou au contraire mettre l'accent sur la spécificité de chacune de ses dimensions ou de ses formes dans chaque sous-espace national ou régional ? En tout état de cause il sera nécessaire de préciser le sens qu'on lui donnera au fil de nos échanges. Et si on a décidé d'utiliser le mot crise et de le mettre au singulier c'est avec la double hypothèse que depuis 2008 intervenait une rupture significative et qu'elle affectait, entre autres, l'ensemble de l'espace méditerranéen. Et même si elle n'y prend pas partout le caractère dramatique qui est le sien en Grèce, ce dernier pays apparaît comme un véritable laboratoire de ce qui se passe au-delà. On parlera de crise au singulier pour désigner la séquence historique enclenchée depuis la secousse financière de 2007 et la récession économique qui a immédiatement suivi. On utilisera le pluriel de manière plus analytique ou descriptive pour désigner soit les domaines concernés, soit les pays dont on parle. Mais on n'oubliera pas non plus que cette dernière séquence s'inscrit dans un cycle plus long initié dans les années 1970 avec la financiarisation du capitalisme, la mise au point des doctrines néo-libérales dans ses institutions mondiales, et leurs effets précoces au Royaume-Uni de Thatcher, aux Etats Unis de Reagan, et les programmes dits d'« ajustement structurel » qui ont affecté nombre de pays du Sud. Or depuis cette époque la mondialisation financière et économique s'est intensifiée, avec les effets systémiques de plus en plus nets de dérèglements qui surgissent initialement de manière plus localisée.

La crise est à la fois économique, sociale et politique, voire anthropologique – on peut parler de tendances à la « dé-civilisation ». Mais dans chaque pays les liens entre ces trois dimensions sont spécifiques. Par exemple la France est, sur la période 2009-2014, moins en crise *économique* que l'Espagne ou la Grèce, mais la crise *politique* et la crise de toutes ses *institutions* y sont également très fortes.

Evidemment l'objet de notre séminaire n'est pas de traiter de tous ces aspects. On propose d'y entrer par *ce que font ces crises aux mondes du travail et de l'emploi – et ce que les mondes du travail font dans ces crises –*, et ce, sous un certain nombre d'aspects privilégiés : droit du

¹ L'étymologie latine, *crisis*, est celle d'une « manifestation grave d'une maladie ». La métaphore physiologique ou biologique est, on le sait fréquente en sciences sociales. En sciences du vivant comme dans ces dernières le concept de crise semble être polarisé entre une signification faible – quand la rupture d'équilibre s'inscrit dans un cycle de croissance ou de développement (crise d'adolescence) – et une signification forte – crise systémique, crise de civilisation.

travail et de la protection sociale, politiques d'emploi ; marchés du travail, transformations de population active et des mobilités de travail; résistances, alternatives concrètes, mobilisations sociales, citoyennes et syndicales ; voire, les alternatives sociétales et politiques en gestation.

Un regard réflexif peut aider à préciser notre questionnement. Nos échanges ne porteront pas seulement sur ce que l'on sait dans chaque pays de ces phénomènes, mais sur comment sont produits les connaissances sur ces phénomènes. Comment le monde de la recherche en sciences sociales se saisit-il de ces questions, avec quelles problématiques et outils d'analyse privilégiés ? Avec quels résultats de recherche ? Comment les chercheurs situent-ils leurs travaux dans la controverse sur la légitimité des politiques néo-libérales et d'austérité, le mode de construction de l'Europe ? Y a-t-il place dans les revues académiques pour ces controverses, ou ont-elles lieu ailleurs, dans des revues plus politiques, dans la presse ? ²De ce point de vue je trouve la sociologie et la sociologie du travail en France encore trop timorée.

La profondeur, la multiplicité et l'originalité de ces crises font crise également dans la manière de les penser : « Penser le nouveau implique d'entretenir un dialogue de vérité et de trahison avec ce qui a déjà été pensé afin de faire place à ce qui n'est pas encore pensable »³. Tel est le cas de bien des catégories comme celles de travail, de croissance, de richesse.

Travail

En particulier pour ceux d'entre nous qui sommes spécialistes du travail, il s'agit sans doute de « trahir » la catégorie-même de travail telle que nous avons l'habitude de l'utiliser, suite à la construction d'une figure historiquement bien délimitée du travail : le travail salarié, voire le travail salarié de l'époque fordienne et de l'Etat social. Cette réduction nous a conduit à participer à l'invisibilisation d'une série de formes de travail, bien documentées maintenant tant par la recherche historiographique que par les recherches sur les Sud contemporains. Chiffonniers, mendiants, prostituées, travailleuses domestiques, camelots : autant d'autres figures sociales du travail dont les activités n'étaient pas considérées comme travail car objet de préjugés théoriques et/ou moraux. Sans oublier qu'on assiste à une réactualisation de formes « bridées » de salariat⁴ qui n'avaient jamais disparu. Il est donc temps de considérer comme travail toute activité de *production intentionnelle d'objets ou de services utiles* - du moins jugés socialement comme tels - et inscrits dans une relation sociale d'obligation.

« Espace méditerranéen »

C'est un sous-ensemble pragmatiquement défini par notre projet « Tramed » : quatre pays de la rive Nord, donc d'Europe du Sud – en enlevant le Portugal – et quatre pays de la rive Sud – les trois du Maghreb, plus la Turquie. Mais compte tenu de l'absence de représentants officiels de ces quatre derniers pays, on en parlera sans doute moins.

² Le leader de Podemos est un collègue de l'Université de Computense. Un des porte parole de ce mouvement, Jorge Lago, est un sociologue qui a fait un stage de recherche au LEST il y a une dizaine d'années sur les questions de temps de travail. Et le dernier prix Nobel d'économie, français, Jean Tirole, propose le contrat de travail unique (la fin du CDI), proposition ancienne du MEDEF reprise récemment par certains membres du gouvernement.

³ Présentation de l'ouvrage collectif qui vient de paraître : Alain Badiou et al., *Le Symptôme grec*, éditions Lignes, 2014

⁴ Yann Moulier-Boutang, *De l'esclavage au salariat. Economie historique du salariat bridé*, PUF-Actuel Marx, 1998.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques dates-repères sur les crises (économique, sociale, politique) récentes (depuis 2008) dans cet espace.

Automne 2008 : Crise financière, les injections massives de fonds publics pour sauver les grandes banques, alourdissement brutal des dettes publiques, recul du PIB mondial de 2% en 2009.

2008-2010 : récession économique et développement du chômage, et modalités que cela prend dans les pays de l'espace méditerranéen

Mars 2010 : France, début du mouvement contre la réforme des retraites (plusieurs millions de manifestants)

Décembre 2010 : Tunisie : début de la révolution, motivée par le refus du chômage et du chômage des jeunes et des diplômés (42% de moins de 25 ans), et de la corruption (le mouvement se propage dans les mois qui suivent dans une partie du monde arabe, notamment en Egypte : « printemps arabe », marqué notamment en janvier 2011 par des manifestations de masse en Egypte suivies du départ de Moubarak. Outre le départ des dictateurs et l'instauration d'une démocratie, les manifestants exigent un partage des richesses qui leur assure de meilleures conditions de vie, des emplois, et la dignité. Répliques de ce mouvement dans la plupart des pays arabes, y compris Algérie et Maroc.

2010 : Grèce : premières mesures législatives destinées à réduire la dette publique, suivie de 23 journées de grève nationale entre 2010 et mi-2013

15 mai 2011 : début du mouvement des indignés en Espagne, début d'un cycle du mouvement de contestation sociale dit des « assemblées populaires », avec « diffusion transnationale » de ce répertoire d'action collective.

25 mai 2011 : la place Syntagma d'Athènes est occupée (pendant 20 jours) par des milliers de citoyens qui demandent « la démocratie réelle » et protestent contre la politique d'austérité.

25 octobre 2014 : 1 million d'italiens manifestent contre le projet de réforme du code du travail (suppression de l'article 18 du code du travail protégeant contre les licenciements abusifs)

2- Le travail, l'emploi – et leur absence - les flux migratoires au cœur de ces crises

Il faut bien sûr s'intéresser aux aspects les plus visibles des liens entre crise et travail. On réfléchit spontanément dans les termes suivants : « quels sont les effets de la crise économique sur le travail et l'emploi » ; avec, directement, la montée du chômage et de la précarité de l'emploi, le démantèlement du droit du travail, le recul de la protection sociale et des services publics ; et, plus indirectement, les effets sur la population dite « active » : retraits du marché du travail, inversion de flux migratoires ; ou encore le déclenchement de protestations sociales. Mais il faudrait aussi évoquer des aspects moins visibles : que devient le travail pour ceux qui gardent un emploi apparemment « stable » ? De même il y a bien des résistances sociales moins visibles, et pas nécessairement centrées sur le travail ou l'emploi, mais qui passent par la mise en place d'activités de production de biens ou de services très utiles en temps de crise : échanges directs entre agriculteurs et consommateurs, jardins solidaires, centres de santé autogérés, squats, grèves de la consommation... Et, plus radicalement, ne pourrait-on pas inverser la question : qu'est-ce que doit cette crise économique au regard dominant porté sur le travail, regard qui tend à le réduire réduit à l'*emploi* et à un *coût* de production ? Des issues

à cette crise ne passent-elles pas par une subversion de ce regard et de la conception de la richesse qui y est associée ?

En quoi y a-t-il communauté de problématiques, au-delà de spécificités territoriales et nationales fortes ?

Notre ATRI n'est pas parvenue à intégrer les quatre pays de l'autre rive de la Méditerranée que nous visions initialement (les trois pays du Maghreb et la Turquie), pour deux raisons : ambition trop grande par rapport aux disponibilités effectives des chercheurs des deux laboratoires impliqués ; difficultés à trouver dans ces pays des interlocuteurs eux-mêmes disponibles (les collègues représentant les deux pays avec qui nous avons eu des contacts, Algérie et Maroc, n'ont pu finalement venir, même si l'un a transmis un document). Mais cette dernière difficulté est un signe de la distance qui continue de séparer les pays des deux rives du point de vue économique et culturel. Quelques chiffres – même si je reviens dans un instant sur la prudence dont nous devons faire preuve eu égard aux catégories statistiques – le montrent clairement.

Structure de l'emploi dans les pays du périmètre du projet de réseau « TRAMED » (à compléter)

	Agricult.	Industr.	Services	
France (2012)	2,8	21,8	75,3	
Italie (2012)	3,5	28	68,5	
Espagne (2012)	4,3	20,8	74,9	
Grèce (2012)	12,6	16,8	76,6	
Maroc (2008)	41	21,9	37	

D'autres distinctions, nationales, sont à faire entre pays, avec peut-être des traits communs entre les pays de l'Europe du Sud, marqués par une histoire économique sociale et politique qui les rapproche : un développement industriel et de la société salariale tardifs, une histoire politique marquée par des dictatures fascistes ou militaires (y compris le Portugal, écarté de notre séminaire car n'étant pas dans l'espace méditerranéen au sens strict...). A noter que ces trois derniers pays intègrent l'UE peu après le retour de la démocratie politique, avec cette spécificité qui les rassemble : la quasi simultanéité de leur transition démocratique et de leur transition vers une économie moderne, leurs institutions nationales se rattachant étroitement aux institutions européennes, et leurs normes économiques s'ajustant rapidement à celles des pays du Nord. Cette histoire commune se traduit par un héritage comparable en matière de leur régime d'emploi : une forte protection d'une partie de l'emploi, associée à une forte segmentation des marchés du travail⁵, le poids des PME-TPE et de l'emploi informel, la faiblesse de la protection sociale et rôle encore soutenu des solidarités familiales, des traditions de forte émigration contredites très au cours des années 1990-2000 leur mutation en pays d'immigration, puis de nouveau en pays d'émigration depuis 2008/2009.

Mais au sein de ce sous-ensemble des trois pays de l'Europe méditerranéenne, dont deux sont sous « mémoires » (L'Espagne et la Grèce) « la Grèce a été, et reste, le principal laboratoire d'une reconfiguration des politiques économiques et sociales sur le Vieux continent, annonçant la remise en cause généralisée de l'Etat social (...) Miroir dans lequel peuvent se lire

⁵ Philippe Martin, « Le droit du travail en Espagne et en Italie. Convergences, divergences, singularités », *Les cahiers Irice*, n° 11, 2014.

les contradictions de la construction européenne ».⁶ L'effondrement y est sans équivalent depuis les années 1930 : de 2008 à 2013 le PIB s'est contracté d'un quart, le chômage a bondi de 10 à 28% - 68 % chez les jeunes – le pouvoir d'achat a chuté également d'un quart, un tiers de la population est privée protection sociale et/ou se trouve en dessous du seuil de pauvreté. En même temps c'est en Grèce et en Espagne que sont intervenus les mouvements sociaux et citoyens les plus puissants et que le système politique a été le plus bouleversé par la montée d'une gauche radicale (Syriza, Podemos), phénomènes qu'on n'observe pas – ou pas encore – en Italie ni en France. Quant aux contradictions de la construction européennes, elles peuvent être résumées dans la notion d' « interdépendance asymétrique » au sein d'un ensemble où il y a un « centre dominant au cœur duquel se trouve l'Allemagne, et des périphéries dépendantes »⁷. L'une de leur conséquence est la fuite de centaines de milliers de cerveaux des pays du Sud vers ceux du centre. Difficile donc de ne pas penser relationnellement ce qui se passe au Sud – de l'Europe, comme de la Méditerranée – avec ce qui se passe au Nord.

3- La question du regard comparatif

Nous serons souvent amenés à utiliser des catégories statistiques communes pour discuter. Je rappelle simplement à cet égard la nécessaire prudence épistémologique et méthodologique. Particulièrement dans le domaine des politiques d'emploi et des politiques sociales européennes, où domine « l'approche universaliste statistico-économique la plus répandue dans les comparaisons internationales », « naturalisant » et « dé-contextualisant les catégories qu'elle utilise »⁸. L'approche sociétale nous a rendus vigilants sur le fait que certaines notions ne sont pas traduisibles dans une autre langue. Même quand elles le sont, et même quand les procédures de comptage sont homogénéisées, des différences subsistent, liées par exemple au régime d'emploi propre à un pays donné, qui donne un sens différent par exemple aux notions de chômage ou d'emploi à temps partiel.

4- Quelques questions sur chacun des trois thèmes

Droit du travail, politiques de l'emploi

Sur le strict plan du droit du travail, les convergences sous influence européenne sont grandes depuis une trentaine d'années et se sont accélérées depuis les années 2000. L'idée de « flexicurité » a laissé de côté le volet sécurisation des parcours professionnels, même si sur le temps court de la crise de 2008-2009 le chômage partiel a été plus ou moins largement mobilisé selon les pays. Par exemple bien plus en Italie avec le dispositif original de la *Cassa Integrazione Guadagni*. Mais a subsisté ensuite et pour l'essentiel la flexibilisation des relations de travail salariées, par incitations à recourir soit aux formes atypiques de travail, soit au travail indépendant⁹. On a en effet des ressemblances fortes dans les réformes engagées dans les différents pays : mise en cause de la fonction publique, de législations du travail jugées trop protectrices, décentralisation de la négociation collective. Mais ne sont-elles distinctes que par leur ampleur et leurs usages sociaux ? Y a-t-il tout de même des différences significatives

⁶ Noëlle Burgi (Dir.), *La grande transformation. La Grèce et l'avenir de l'Europe*, Le Bord de l'eau, 2014., page 15

⁷ *Op. cit.* page 33.

⁸ Jean-Claude Barbier, « A propos des difficultés de traduction des catégories d'analyse des marchés du travail et des politiques d'emploi en contexte comparatif européen », *Document de travail*, n° 03 ; CEE, septembre 2000, page 26.

⁹ Emmanuelle Mazuyer, « Les mutations des droits du travail sous influence européenne », *Revue de la régulation*, n°13, 2013.

ailleurs que de degré de réaïlisation – il est clair que le démantèlement du droit du travail et de la protection sociale est beaucoup plus avancé en Grèce qu'en France - et d'usages ? La déprotection du travail salarié d'une part, la création et/ou le développement de formes de travail formellement indépendant mais économiquement dépendant d'autre part – le « travailleur para-subordonné » à l'italienne, le « travailleur autonome économiquement dépendant » à l'espagnole – convergent-ils dans le sens d'une régression vers les formes primitives du travail salarié ou recouvrent-ils des réalités plus hétérogènes et contradictoires ?

Marchés du travail

Quatre des cinq communications originales à notre séminaire concernent ce thème. Le débat à son sujet est donc garanti, même si les quatre perspectives sont assez différentes. Carlos Prieto cherche à rendre compte, à partir d'un tableau général, de la fragilité spécifique du marché du travail en Espagne à l'aide du concept de régime d'emploi, étroitement enchâssé dans une structure et une dynamique productive elle-même structurellement fragile. Georgia Petraki a choisi de présenter les premiers résultats d'une enquête sur un cas significatif, la précarisation de l'emploi public sous l'effet direct des mémorandums et des politiques d'emploi européennes. Mirella Gianini se focalise sur les jeunes et leurs modes d'adaptation à la précarité. Dans ma contribution j'ai choisi, comme Carlos, de présenter les dynamiques générales en France, en ne posant que deux questions qui peuvent interpeller les autres cas nationaux : la masculinisation récente du chômage et ses liens potentiels avec les dynamiques de genre et le fossé qui sépare une approche en termes de dualisation du marché du travail et l'étendue des processus de fragilisation du salariat mis à jour par l'étude des carrières longues. Pour en dire un peu plus sur la première question : les acquis des dynamiques antérieures – progrès de l'activité féminine – sont-ils remis en cause ? Observe-t-on ce qui a pu être observé en Amérique latine, avec le chômage masculin, le rôle accru des femmes dans les mondes du travail et des initiatives sociales ? Cette question peut d'ailleurs être transposée à celle du sort fait aux travailleurs migrants, chez lesquels les dynamiques de régression et de précarisation ne sont pas les seules en cours, comme on le voit dans certaines mobilisations collectives.

Mobilisations sociales et syndicales

Ici je me contente de reprendre la question qui est au cœur de la communication de Sofia Perez et de ses collègues, pour la poser à propos de tous les pays dans le champ du séminaire : dans quelle mesure l'apparition de nouveaux répertoires de l'action collective contestataire, cristallisée dans la forme *Occupy* et les assemblées populaires, à la fois révèle-t-elle l'épuisement du mouvement syndical - de la forme syndicale assise sur l'époque fordienne du travail – et le revitalise-t-il, au moins potentiellement ? Il semble clair que le syndicalisme « à l'ancienne » dépérit sous l'effet des mutations du capitalisme et des mondes du travail, en particulier sous l'angle de son incapacité à représenter les populations écartées de l'emploi et les citoyens vulnérabilisés¹⁰. Et qu'il est fortement critiqué, voire rejeté par ces mouvements sociaux, comme le sont toutes les institutions. En même temps, les expériences espagnole et grecque montrent déjà des signes de réappropriation des formes et des finalités de l'action collective venue des mouvements des indignés et de la mouvance pour la Démocratie réelle.

¹⁰ Loukia Kotronaki, « Réappropriation la contestation démocratique : la forme *Occupy*, in Noëlle Burgi, op. cit. 175-190.

Voici quelques pistes de réflexion à la fois transversales et plus spécifiques à nos trois thématiques que je souhaitais introduire.